



Numéro PPQ/

mercredi 3 août 2016

Les grands titres:

- Soudan du Sud : le chef de l'humanitaire de l'ONU condamne les violences contre les civils et les travailleurs humanitaires
- Ukraine : l'escalade des hostilités entraîne la plus forte hausse du nombre de victimes depuis un an
- L'ONU se dit profondément troublée par de nouveaux tirs de missiles par la Corée du Nord
- La Commission d'enquête sur la Syrie appelle à prendre des mesures pour arrêter le génocide des Yézidis
- Australie : le Forum des questions autochtones condamne le traitement d'enfants dans un centre de détention
- L'UNESCO plaide pour l'inscription de sites en haute mer sur la Liste du patrimoine mondial
- Colombie : l'accord de paix offre la chance de clore le chapitre de la guerre une fois pour toutes, selon l'envoyé de l'ONU

Soudan du Sud : le chef de l'humanitaire de l'ONU condamne les violences contre les civils et les travailleurs humanitaires



Le chef de l'humanitaire de l'ONU, Stephen O'Brien lors d'une visite à Wau, au Soudan du Sud. Photo OIM/Mohammed

3 août - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a conclu mercredi une mission de trois jours au Soudan du Sud, en appelant toutes les parties à assumer leurs responsabilités pour protéger les civils, alors que de nouveaux combats ont déplacé des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs endroits à travers le pays.

« Le peuple de ce pays a beaucoup trop souffert, et depuis beaucoup trop longtemps », a déclaré M. O'Brien. « Je suis outré par les actes odieux de violence qui ont été commis contre des civils, y compris par des membres des forces armées, et j'appelle à une action rapide et décisive pour mettre fin à ces abus et traduire leurs auteurs en justice ».

La protection des civils est une préoccupation majeure, notamment en raison des rapports détaillés faisant état de viols et autres formes de violence sexuelle au cours des récents combats, y compris à Juba et Wau. « Ma visite à Wau et Aweil était déchirante », a déclaré M. O'Brien. « Les femmes que j'ai rencontrées m'ont dit qu'elles luttent au quotidien pour elles-mêmes et leurs enfants avec la peur à la fois des violences et de la faim ».

Alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) se réunissent à Addis-Abeba le 5 août pour un sommet extraordinaire sur la situation au Soudan du Sud, la Représentante spéciale des Nations Unies sur la violence sexuelle dans les conflits armés, Zainab Hawa Bangura, a de son côté appelé mercredi à une enquête sur les crimes présumés de violence sexuelle commis récemment au Soudan du Sud.

« Je félicite le rôle de chef de file de l'IGAD dans la recherche d'une solution politique à la crise au Soudan du Sud, et sa condamnation des crimes de violence sexuelle grave commis. Je demande instamment aux chefs d'État et de gouvernement, au cours de leurs délibérations, de reconnaître la gravité de la violence sexuelle; de demander aux autorités du Soudan du Sud à prendre des mesures immédiates pour empêcher leurs troupes et les milices associées de commettre ces crimes; et de



prendre des mesures contre les responsables », a déclaré Mme Bangura.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la violence contre les travailleurs et les ressources humanitaires reste répandue au Soudan du Sud, comme en témoigne le pillage d'entrepôts humanitaires vitaux pendant et après les combats à Juba. Depuis décembre 2013, au moins 57 travailleurs humanitaires ont été tués au Soudan du Sud, dont une personne au cours du récent conflit qui a eu lieu à Juba. Beaucoup d'autres sont toujours portés disparus.

« Malgré les défis quotidiens auxquels ils sont confrontés, les travailleurs humanitaires à travers le Soudan du Sud – et tout particulièrement les organisations non-gouvernementales (ONG) qui sont sur le front de l'action humanitaire - travaillent sans relâche et courageusement pour apporter une aide désespérément nécessaire aux personnes dans le besoin », a déclaré M. O'Brien.

« Je condamne catégoriquement toutes les attaques contre les travailleurs et les ressources humanitaires et appelle toutes les personnes en position de responsabilité de s'engager et de prendre des mesures contre ces incidents tout à fait inacceptables. Il est impératif que les organisations humanitaires bénéficient d'un accès humanitaire libre, sûr et sans entrave, pour atteindre toutes les personnes dans le besoin, où qu'elles soient », a ajouté le chef de l'humanitaire de l'ONU.

Au cours de sa visite de trois jours, M. O'Brien a rencontré les partenaires humanitaires et les fonctionnaires du gouvernement sud-soudanais, et a rendu visite aux personnes affectées par la crise à Juba, Wau et Aweil.

Ukraine : l'escalade des hostilités entraîne la plus forte hausse du nombre de victimes depuis un an



La situation dans l'est de l'Ukraine reste instable et continue d'avoir de graves répercussions sur les droits de l'homme.

Photo : HCR

3 août - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein a appelé mercredi toutes les parties au conflit dans l'est de l'Ukraine à accorder la priorité à la protection des civils et à prendre des mesures urgentes en vue de désamorcer une situation de plus en plus tendue sur la ligne de contact.

L'appel de M. Zeid fait suite au recensement par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) de 142 victimes civiles (20 morts et 122 blessés) dans l'est de l'Ukraine pour les mois de juin et juillet 2016. Il s'agit du nombre de victimes le plus élevé depuis août 2015.

« L'escalade des hostilités dans l'est de l'Ukraine et le nombre de victimes civiles qui en découle ces deux derniers mois sont très inquiétants. Les civils doivent de nouveau fuir vers des abris improvisés dans leurs sous-sols, parfois durant la nuit et de façon régulière - le prix des violations du cessez-le-feu est trop élevé pour les femmes, les hommes et les enfants dans l'est de l'Ukraine », a déclaré M. Zeid.

« Les nombreuses victimes que nous avons recensées au cours des dernières semaines suggèrent que ni les forces ukrainiennes, ni les groupes armés ne prennent les précautions nécessaires pour protéger les civils. Nous exhortons toutes les parties à respecter les dispositions du cessez-le-feu, retirer les combattants et les armes des zones civiles et mettre en œuvre scrupuleusement les dispositions des Accords de Minsk », a ajouté le Haut-Commissaire.

Plus de la moitié des victimes recensées au cours des deux derniers mois ont été causées par des bombardements. Entre le 1er juin et le 31 juillet 2016, 72 civils ont été blessés et six tués par des bombardements comprenant l'utilisation d'armes expressément interdites par les accords de Minsk. Des mines, restes explosifs de guerre, pièges et engins explosifs artisanaux ont été responsables de la plupart des autres victimes.

Les équipes du HCDH travaillant de part et d'autre de la ligne de contact ont rapporté plusieurs cas documentés de maisons de civils pillées, d'écoles et d'hôpitaux bombardés ou utilisés par les forces ukrainiennes et des groupes armés.

Entre 25.000 et 30.000 personnes franchissent chaque jour la ligne de contact à travers cinq passages entourés de champs de mines insuffisamment identifiés. Au cours des dernières semaines, la situation est devenue encore plus dangereuse alors que

des échanges de tirs ont été rapportés entre les forces ukrainiennes et des groupes armés, en particulier autour de la passerelle à Stanytsia Luhanska, le seul point de passage dans la région de Luhansk.

« Je demande instamment aux parties au conflit à tenir compte des appels de la communauté internationale à se désengager de la ligne de contact et d'adhérer à un cessez-le-feu complet et durable », a déclaré M. Zeid qui a également rappelé que l'Ukraine s'est engagée à ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), mais qu'elle ne l'a pas encore fait à ce jour.

Entre mi-avril 2014 et la fin du mois de juillet 2016, le HCDH a recensé 31.690 victimes, dont 9.553 morts et 22.137 blessés dans la zone de conflit située dans l'est de l'Ukraine. Ces victimes incluent les forces armées ukrainiennes, les civils et des membres de groupes armés.

L'ONU se dit profondément troublée par de nouveaux tirs de missiles par la Corée du Nord



Le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Stéphane Dujarric. Photo : ONU / Evan Schneider (archive)

3 août - L'ONU a déclaré mercredi être profondément troublée par de nouveaux tirs de missiles balistiques effectués par la République populaire démocratique de Corée (RPDC), dont l'un aurait atterri dans la zone économique exclusive du Japon.

« Ces actions portent gravement atteinte à la paix et à la stabilité régionale », a dit le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, en réponse à des questions de journalistes lors d'un point de presse à New York.

« Nous demandons une nouvelle fois à la RPDC de tenir compte de l'appel uni de la communauté internationale lui demandant de changer de direction et revenir à un processus de dialogue sincère », a-t-il ajouté.

De son côté, le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu des consultations à huis-clos mercredi après-midi pour discuter de ce sujet.

Selon la presse, la Corée du Nord a procédé mercredi au tir de deux missiles balistiques en direction de la mer du Japon. L'un des missiles d'une portée intermédiaire aurait volé sur une distance d'un millier de kilomètres. Il s'agit du quatrième lancement de ce type en deux semaines.

La Commission d'enquête sur la Syrie appelle à prendre des mesures pour arrêter le génocide des Yézidis



Des réfugiés yézidis dans un camp de réfugiés. Photo UNICEF/Razan Rashidi

3 août - A l'occasion du deuxième anniversaire de la première attaque de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), appelé aussi Daech, contre les Yézidis en Iraq, l'ONU a appelé à prendre des mesures pour arrêter le génocide qui se poursuit contre la minorité religieuse.

« Il y a deux ans aujourd'hui, à l'aube du 3 août 2014, les combattants de Daech sont sortis de leurs bases et ont brutalement attaqué les Yézidis de Sinjar, un groupe religieux distinct dont les croyances et pratiques remontent à des milliers d'années », a déclaré la Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie, dans une déclaration à la presse.

Un rapport intitulé 'They Came to Destroy: ISIS Crimes Against the Yazidis' (Ils sont venus détruire : les crimes de Daech contre les Yézidis), publié le 16 juin 2016, a déterminé que les abus commis par Daech contre les Yézidis constituent des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Au deuxième anniversaire de la première attaque, la Commission d'enquête a souligné que les crimes commis par Daech contre les Yézidis, y compris le crime de génocide, continuaient.

Selon la Commission, deux ans plus tard, plus de 3.200 femmes et des enfants sont toujours détenus par le groupe terroriste et sont soumis à une violence presque inimaginable. La plupart se trouvent en Syrie, où les femmes et les filles yézidiennes continuent d'être soumises à l'esclavage sexuel et les garçons yézidies endoctrinés, formés et utilisés dans des affrontements. Des milliers d'hommes et de garçons yézidies sont toujours portés disparus.

« Aujourd'hui, la Commission appelle à prêter de nouveau attention à ses conclusions, mais aussi à ses recommandations à l'ONU, au gouvernement de la Syrie, et à la communauté internationale concernant le secours et la protection de la communauté yézidienne », a précisé la Commission d'enquête.

Elle a rappelé qu'il est de la responsabilité de l'ONU et de la communauté internationale de prendre des mesures pour arrêter le génocide qui se poursuit et à traduire les responsables en justice.

Australie : le Forum des questions autochtones condamne le traitement d'enfants dans un centre de détention



Des participants de la 15^{ème} session du Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones en mai 2016. Photo ONU/Rick Bajornas

3 août - Deux responsables du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones ont condamné mercredi le traitement cruel et inhumain d'enfants, dont beaucoup d'Aborigènes, dans le centre de détention Don Dale pour les jeunes dans le Northern Territory, en Australie.

« En tant que signataire de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la Convention relative aux droits de l'enfant, le gouvernement australien doit, absolument, respecter les dispositions présentes et arrêter immédiatement le traitement inapproprié des enfants à Don Dale », a déclaré le Président du Forum permanent sur les questions autochtones, Alvaro Pop, et une membre de ce Forum, Megan Davis, dans une déclaration à la presse.

M. Pop et Mme Davis ont dénoncé le fait que les enfants sont détenus à l'isolement pendant des périodes prolongées dans des cellules chaudes et sombres sans accès à l'air et à l'eau courante et endurent des procédures humiliantes aggravant encore leur détresse.

Les deux responsables ont également souligné que la plupart des détenus sont des enfants aborigènes.

« Etant donné que l'Australie a approuvé la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, des mesures devraient être prises pour garantir que les peuples autochtones soient impliqués dans tout le processus d'enquête sur la situation à Don Dale », ont-ils dit, ajoutant que les autorités devraient mettre en œuvre un système de détention pour mineurs qui tienne compte des besoins des enfants autochtones.

« Nous appelons le gouvernement australien à mettre fin immédiatement à l'utilisation d'une force excessive et de mauvais traitements à l'encontre des enfants aborigènes, et de ceux qui ne le sont pas, au centre de détention Don Dale et à l'élargir l'enquête au-delà du Northern Territory », ont-ils ajouté.

La semaine dernière, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'était également déclaré choqué par des images vidéo filmées dans ce centre de détention. Le HCDH avait rappelé que le traitement inhumain et cruel de ces enfants pourrait constituer une violation de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, à laquelle l'Australie est partie.

L'UNESCO plaide pour l'inscription de sites en haute mer sur la Liste du patrimoine mondial



Photo FAO

3 août - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) plaide pour l'inscription de sites situés en haute mer sur la Liste du patrimoine mondial, ce qui n'est pas possible actuellement parce que ces sites se trouvent en dehors de toute juridiction nationale.

Un rapport présenté mercredi par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) explore les différentes manières permettant d'appliquer un jour la Convention pour la protection du patrimoine mondial en haute mer.

Intitulé « Patrimoine mondial en haute mer : une idée qui fait son chemin » (World Heritage in the High Seas : An Idea Whose Time has Come), le rapport présente cinq sites qui illustrent la variété des écosystèmes, allant de la richesse de la biodiversité de ces espèces aux phénomènes naturels observables uniquement dans les fonds marins. Chacun de ces sites pourrait se voir reconnaître une valeur universelle exceptionnelle, notion au cœur de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, selon laquelle le caractère remarquable de certains sites transcende les frontières nationales.

Ces cinq sites sont : le Dôme thermal du Costa Rica (Pacifique), une oasis océanique unique au monde qui sert de lieu de ponte et d'habitat à de nombreuses espèces menacées ; le Café des requins blancs (Pacifique), le seul lieu connu de rassemblement des requins blancs dans le Pacifique nord ; la mer des Sargasses (Atlantique), qui abrite un écosystème unique organisé autour d'une concentration d'algues flottantes ; le Champ hydrothermal de la Cité perdue (Atlantique), un lieu situé à 800 mètres de profondeur et surplombé de monolithes de carbonate pouvant atteindre 60 mètres de haut et l'Atlantis Bank, une île fossile immergée située dans les eaux subtropicales de l'océan Indien.

« Au même titre que sur terre, les profondeurs et les zones les plus reculées de l'océan abritent des lieux uniques qui méritent d'être reconnus, à l'image de la reconnaissance attribuée au Parc national du Grand Canyon aux États-Unis, aux îles Galápagos en Équateur ou au Parc national Serengeti en Tanzanie », souligne Mechtild Rössler, Directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, dans la préface du rapport.

Bien qu'éloignées des côtes, ces zones ne sont pas à l'abri des menaces, qu'il s'agisse du changement climatique, de l'exploitation minière des grands fonds, de la navigation ou encore des pollutions plastiques.

Pour que ces sites puissent bénéficier de la reconnaissance et de la protection de la Convention de 1972 sur le patrimoine mondial, des modifications quant au processus d'inscription sont nécessaires car jusqu'à présent, seuls les États peuvent proposer des sites pour inscription. Or, ces zones situées en haute mer ne relèvent d'aucune juridiction nationale.

D'après Dan Laffoley, conseiller principal en sciences et conservation marines pour l'UICN et co-auteur du rapport, « la haute mer présente une valeur exceptionnelle mondiale, bien qu'elle bénéficie de peu de protection. Cet espace est exposé à des menaces telles que la pollution et la surpêche. C'est pourquoi il est donc crucial de mobiliser la communauté internationale afin de garantir sa conservation sur le long-terme ».

Colombie : l'accord de paix offre la chance de clore le chapitre de la guerre une fois pour toutes, selon l'envoyé de l'ONU



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Colombie, Jean Arnault, devant la presse à Bogota. Photo UNIC Bogota

3 août - Le chef de la nouvelle mission politique des Nations Unies en Colombie a promis le soutien indéfectible de l'ONU à la mise en œuvre intégrale de l'accord conclu par le gouvernement colombien et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP) pour mettre fin au conflit.

« En tant que Nations Unies, nous sommes convaincus que cette longue négociation offre une réelle chance de clore le chapitre de la guerre, une fois pour toutes. Et cette opinion est également partagée par les parties », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Colombie, Jean Arnault, lors d'une rencontre avec des journalistes à Bogota, où se trouve la mission.

Fin janvier 2016, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité une résolution visant à établir une mission politique d'observateurs internationaux non armés pour surveiller et vérifier le dépôt des armes et, dans le cadre d'un mécanisme tripartite, un cessez-le-feu bilatéral définitif et la cessation des hostilités après la signature d'un accord de paix.

Les parties, engagées dans des pourparlers de paix à La Havane, à Cuba, depuis 2012, ont convenu le 19 janvier de demander conjointement au Conseil de sécurité d'établir la mission. Le 23 juin à La Havane, ils ont conclu l'accord sur le cessez-le-feu bilatéral définitif, la cessation des hostilités et le dépôt des armes.

Le Département des affaires politiques de l'ONU a commencé le processus de planification afin d'être prêt à déployer la mission dès la conclusion de l'accord de paix. Les 80 premiers observateurs sont arrivés en Colombie à la fin juillet.

« Nous ne voulons pas vous imposer un accord de paix. Nous voulons garantir, au mieux de nos capacités, aux deux parties et à tous les Colombiens, que tout ce qui a été discuté et a été convenu à La Havane, sera mis en œuvre sur le terrain », a dit M. Arnault.

« Cette mission a un profil différent, à la fois en raison de son mandat et aussi en raison de sa durée. Il s'agit d'une mission temporaire qui restera en Colombie tant que le processus de cessez-le-feu et de désarmement est mis en œuvre. Lorsque ce processus sera terminé, la mission sera retirée », a-t-il déclaré.

Dans un point de vue publié dans le journal colombien *El Tiempo*, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré que le déploiement de la mission en Colombie serait une « expérience sans précédent » dans le pays, ainsi que dans l'histoire des missions d'observation de cessez-le-feu de l'ONU.

« Le seul but de cette mission d'observation internationale est simple : faire en sorte que ce qui a été convenu à La Havane concernant le cessez-le-feu et le dépôt des armes soit mené en Colombie; et que les engagements pris par le gouvernement colombien et les FARC-EP soient pleinement mis en œuvre », a-t-il ajouté.